

L'affaire du *Bonnet rouge* et la mort de Miguel Almereyda

Le Bonnet rouge est un périodique satirique anarchiste et républicain français créé le 22 novembre 1913 par Eugène Bonaventure Jean-Baptiste Vigo, dit « Miguel Almereyda¹ ». Né en 1883, il est d'abord photographe puis journaliste et se revendique militant « anarcho-syndicaliste, antimilitariste et anarchiste ». En 1905, il signe avec 30 autres personnes une affiche de l'Association internationale antimilitariste (AIA) appelant les conscrits à tourner leurs fusils vers les « soudards galonnés » plutôt que vers les grévistes et les ouvriers à la « grève immédiate » et à « l'insurrection » en cas de conflit. A l'issue de son procès (26-30 décembre 1905), il est condamné à 3 ans de prison et incarcéré à Clairvaux, jusqu'à l'amnistie du 14 juillet 1906.

Le 19 décembre 1906, il cofonde *La Guerre sociale*² où il écrit de nombreux articles antimilitaristes qui lui valent à nouveau 5 années de prison (réduites à 2 ans et 500 F d'amende).

En 1910, il fonde l'association des « Jeunes gardes révolutionnaires » pour contrer l'action des « Camelots du Roi³ ».

En décembre 1912, accompagné de plusieurs de ses amis, il tourne le dos à l'anarchisme pour adhérer au parti socialiste.

Le 22 novembre 1913, il lance *Le Bonnet rouge* avec pour ligne éditoriale « la défense républicaine » et « le rapprochement franco-allemand ». Hebdomadaire à ses débuts, puis quotidien en mars 1914, il disparaît en 1917. Ce journal d'extrême-gauche sous titré « organe de la défense républicaine » connaît un succès fulgurant, devenant ainsi la cible privilégiée de l'Action française⁴, mouvement politique royaliste d'extrême-droite.

Le 14 mars 1914, le journal prend la défense de madame Caillaux⁵, meurtrière de Gaston Calmette⁶ directeur du Figaro à qui elle reprochait une trop virulente campagne de presse contre son mari alors ministre des Finances. Jusqu'à la mort de Jaurès, Almereyda défend la paix puis se rallie à l'Union sacrée dès la déclaration de la guerre.

Durant la guerre *Le Bonnet rouge* passe du pacifisme à une ligne éditoriale antimilitariste et internationalisme, entraînant l'intervention fréquente de la censure républicaine. La trésorerie du journal bénéficiant de fonds suspects provenant de l'étranger, Almereyda est accusé par la droite et l'extrême droite de trahison, un traître dont il faut se débarrasser à tout prix. *Le Bonnet rouge* est alors secrètement subventionné par le ministère de l'Intérieur jusqu'en 1916. Un certain Emile Duval prend alors le relais et devient administrateur et rédacteur. Il est arrêté le 15 mai 1917 à la

frontière suisse porteur d'un billet à ordre de 150 000 francs au nom Marx (banquier de Mannheim, Allemagne) et emprisonné le 3 juillet. Le 13 juillet 1917, la publication du *Bonnet rouge* est suspendue. Le 22 juillet, Clemenceau prononce au Sénat un violent réquisitoire contre Malvy alors ministre de l'Intérieur. Le 6 août, une perquisition est effectuée chez Almereyda à Saint-Cloud et les documents trouvés entraînent son arrestation immédiate et son incarcération à la prison de la Santé. Ayant tous les symptômes d'un morphinomane en manque, il est transféré à l'infirmerie de la prison de Fresnes le 11 août 1917 ou son état nécessitant des soins d'heure en heure, il est confié à un condamné, auxiliaire de l'infirmerie. Celui-ci laisse la porte de la cellule ouverte toute la nuit du 13 au 14 août et au matin du 14 août Almereyda est retrouvé mort, étranglé avec ses lacets. Si le rapport médical conclut à un suicide, certains proclament qu'il a été assassiné comme Léon Daudet⁷ dans ses *Souvenirs politiques*.

Le scandale de ce qui devient « l'Affaire du Bonnet rouge » et la mort suspecte d'Almereyda entraîne la démission du ministre Louis Malvy, puis la chute du gouvernement. Le fils de la victime, le cinéaste Jean Vigo⁸, cherchera à élucider la mort de son père ; qui selon lui, n'était ni un espion ni un traître et aurait mis fin à ses jours à cause de ces rumeurs tenaces.

Cette affaire va être exploitée par tous les partisans de la guerre à outrance, de Léon Daudet à Georges Clemenceau.

¹ Pseudonyme prit lorsqu'il devient anarchiste, anagramme possible de « Y'a la merde ».

² **La Guerre sociale** : journal antimilitariste fondé en 1906 par Gustave Hervé, Miguel Almereyda et Eugène Merle. Il rassemble à l'origine des socialistes révolutionnaires et des anarchistes sur une ligne communiste libertaire et tire, vers 1910, à 60 000 exemplaires. Après la conversion de Gustave Hervé au nationalisme (1912-1914) *La Guerre sociale*, ralliée à l'Union sacrée, devient *La Victoire* (1916).

³ **Les Camelots du roi** : La fédération nationale des Camelots du roi est un réseau de vendeurs du journal l'Action française et de militants royalistes, constituant le service d'ordre et de protection du mouvement l'Action française. Fondé en novembre 1908 par Maxime Real del Sarte, ils sont actifs de 1908 à 1936. Au lendemain de l'agression de Léon Blum (13 février 1936), le président Albert Lebrun signe le décret de dissolution « *des associations et groupements de fait, dénommés ci-après : La Ligue d'Action française, la Fédération nationale des Camelots du roi et la Fédération nationale des étudiants d'Action française.* »

⁴ **L'Action française** : l'Action française ou AF est une école de pensée, un mouvement politique nationaliste et royaliste d'extrême droite ainsi qu'un journal très actif dans la première moitié du XX^e siècle. Fondée en 1898 pour réaliser la réforme intellectuelle du nationalisme, elle est tout d'abord antidreyfusarde puis rapidement royaliste sous l'influence de Charles Maurras et de sa doctrine du nationalisme intégral. Dans les années 1908-1914, l'AF participe au « réveil national » dont le but est d'alerter la population et le gouvernement sur la menace allemande. Lorsque la guerre éclate, elle participe à l'Union sacrée et voit 2 640 de ses militants mourir au combat. Condamné par Pie XI fin 1925 d'irréligion, l'Action française participe activement aux manifestations du 6 février 1934. En 1937, elle est désavouée par le prétendant au trône de France Henri d'Orléans comte de Paris. Le ralliement de Maurras à Pétain divise le mouvement et, à la Libération, le quotidien cesse de paraître et l'utilisation de son titre est interdite.

-
- ⁵ **Henriette Caillaux, née Raynouard (1874-1943)** : historienne de l'art française et épouse en secondes nocces de Joseph Caillaux le 21 octobre 1911. Celui-ci, en tant que ministre des Finances, est victime en 1914 d'une campagne de dénigrement dont le Figaro de Gaston Calmette se fait écho. Dans l'après midi du 16 mars 1914, Henriette Caillaux achète un pistolet automatique décidée à défendre la réputation de son mari. Elle se fait recevoir par Calmette, lui annonce l'objet de sa visite et tire 6 balles à bout portant. Lors du procès, ouvert le 20 juillet, son avocat plaide le crime passionnel. Elle est acquittée le 28 juillet ; le verdict fait l'objet de critiques car c'est un ami de Joseph Caillaux qui est ministre de la Justice, plusieurs jurés sont proches du parti Radical et le président de la Cour d'assise est une relation du couple...
- ⁶ **Gaston Calmette (1858-1914)** : Nommé directeur du Figaro en 1902, il lance, en 1914 à l'instigation de Louis Barthou et Raymond Poincaré, une violente campagne contre Joseph Caillaux. Il est assassiné par Henriette Caillaux après la publication d'une lettre que l'homme politique avait adressée à sa future épouse alors qu'elle n'était encore que sa maîtresse.
- ⁷ **Léon Daudet (1867-1942)** : écrivain, journaliste et homme politique français, il est le fils aîné d'Alphonse Daudet. Républicain converti au monarchisme, antidreyfusard et nationaliste clérical, il est l'une des principales figures politiques de l'Action française et l'un des collaborateurs les plus connus du journal du mouvement. La bibliographie de ses œuvres (+ de 300 notices dans le catalogue de la BNF) et son œuvre de mémorialiste sont conséquents. S'il souhaite l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain, l'occupation allemande désole ce patriote viscéralement antigermanique.
- ⁸ **Jean Vigo (1905-1934)** : fils de Miguel Almereyda, il doit se cacher à la mort de son père devant la vindicte de l'extrême droite. Rejeté de lycée en lycée, il est initié aux images par son grand-père par alliance Gabriel Aubès. Il meurt de septicémie laissant une petite fille de 3 ans, Luce. Il est connu pour deux films qui influent sur le cinéma mondial « Zéro de conduite » (1933) et « L'Atalante » (1934). Ses films sont décrit par certains comme antipatriotiques et censurés par le gouvernement français. Ainsi il faut attendre 1946 pour que soit autorisée la projection « Zéro de conduite ». En 1951, le prix Jean-Vigo est créé, présidé par sa fille Luce (1931-2017) qui distingue l'auteur d'un film à « l'indépendance de son esprit et la qualité de sa réalisation ».